

LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Christophe Devaux, l'homme qui veut instaurer le "compte carbone"

Auteur d'un livre sur le "compte carbone", ce graphiste et militant écologiste de Morières-lès-Avignon veut vulgariser ce concept de "budget individuel" contraignant dont il discute actuellement avec des députés.

Peut-on réussir à respecter les accords de Paris en limitant le réchauffement climatique à 1,5 °C ? Pour ce faire, chaque Français doit émettre 2 tonnes de CO₂ par an en 2050. Selon Christophe Devaux, originaire de Morières, graphiste et citoyen vauclusien engagé, l'objectif est atteignable si l'on s'y frotte maintenant grâce à la mise en place d'un compte carbone.

Le compte carbone, qu'est-ce que c'est ? "L'idée du compte carbone, c'est de commencer par mettre une contrainte d'émission de 9 tonnes de CO₂ par an à chaque Français, que l'on abaisse de 6% chaque année pour arriver à 2 tonnes en 2050, si on dépasse ce plafond, on paye", résume l'auteur du livre *Le Compte Carbone : Comment les Français pourraient sauver le monde*. Il s'est documenté sur le sujet depuis un an. "Le concept existe depuis les années 1990 en Angleterre, Pierre Calame [essayiste, Ndlr], en a porté les bases en France en 2009", rapporte le Vauclusien.



En 2015, avec le traité de l'Accord de Paris, les dirigeants mondiaux s'étaient fixé comme objectif de ne pas dépasser le seuil de +1,5°C degré pour éviter une bascule climatique aux effets dévastateurs et irréversibles. / PHOTO JEROME REY

De 8 tonnes par an en 2022 à 2 tonnes en 2050

D'après les données d'une enquête de l'Ademe, les Français auraient une empreinte carbone individuelle estimée à 8 tonnes d'équivalent CO₂ en 2022. Cette moyenne est tirée vers le haut par les 26% des répondants ayant une empreinte carbone supérieure à 9 tonnes de CO₂. Cette étude montre que plus les personnes ont des revenus élevés, plus leur empreinte carbone augmente. 44% des répondants ont une empreinte en dessous de 7 tonnes de CO₂.

Christophe Devaux voit dans le compte carbone "le chef d'orchestre de toutes les bonnes solutions qui existent, puisque la contrainte est partagée par tous, elle est socialement juste. Le principe du compte carbone s'appliquerait à tout le monde." Conscient de la difficulté à faire adhérer la majorité des citoyens à un tel dispositif, l'auteur a listé 47 blocages au fait d'agir pour la transition écologique dans son ouvrage, il le sait : "Le plus difficile, c'est de changer les habitudes." Il imagine ce compte carbone comme un pouvoir re-

donné aux consommateurs.

Un double étiquetage en euros et en carbone

Pour mettre en place ce compte carbone, l'écrivain estime qu'il faudrait mettre en œuvre "un double étiquetage en euros et en carbone pour tous les biens et services vendus" pour permettre de tracer le carbone des produits vendus et informer au mieux les consommateurs.

Le citoyen indique discuter du double étiquetage avec des députés afin de pouvoir déposer un projet de loi. "Le kiwi par exemple, celui de Nouvelle-Zélande va être 25% moins cher, mais si l'on ajoute le coût carbone, il va exploser par rapport à celui de France, en mettant en place ce critère de plafond carbone, on choisit différemment dans l'économie, ça incite les entreprises à tirer vers le bas ce coût écologique, et donc potentiellement le prix", assure-t-il.

L'homme évoque la création d'une agence "France Carbone"

pour mettre en œuvre ce système. "Chaque français a un compte individuel, à chaque fois que vous allez faire vos courses, via la carte bancaire, ça débite votre compte", précise Christophe Devaux.

Et quand on n'atteint pas le plafond ? "On peut revendre ce

“Un exemple: si on ajoute le coût carbone, le kiwi de Nouvelle-Zélande va exploser par rapport à celui de France. On choisit différemment en intégrant le coût écologique dans l'économie, ça incite les entreprises à tirer vers le bas ce coût écologique. **”**

que l'on n'a pas dépensé, et si l'on dépasse, il faut acheter des crédits carbonés", sur le modèle de ce qui est déjà pratiqué dans certains secteurs industriels. La vente de crédits carbonés pourrait assurer "un revenu universel" aux personnes à l'empreinte carbone la plus faible.

"Changer le capitalisme est utopique"

L'auteur estime que la mise en place de ce compte carbone est possible dans la mesure où il est bien expliqué, d'où sa volonté d'en écrire un livre. "Jessaie de vulgariser l'idée pour que ça se diffuse et s'inscrive dans la société", reconnaît-il, afin d'éviter de répéter l'erreur de la taxe carbone ayant mené à la création du mouvement des gilets jaunes. "Changer le capitalisme est utopique", indique Christophe Devaux. Selon lui, le changement opère par le biais des choix du consommateur. S'il a conscience des contraintes que cela comporte, l'auteur estime que l'on peut la surmonter.

"Cette notion de contrainte, on la connaît, quand on a mis en place la loi Evin, on a restreint la liberté des fumeurs, la liberté des uns s'arrête où commence celle des autres, le permis à points a été mis en place dans les années 1990, qui le remettrait en cause aujourd'hui ?", interroge-t-il.

Afin d'implémenter ce compte carbone de façon progressive, il prévoit "une première année blanche, sans sanction par le rachat ou la revente" afin de "habituier et se rendre compte de ce que l'on consomme". Si la France développe cette idée, l'Union Européenne pourrait lui emboîter le pas et créer un cercle vertueux, Christophe Devaux y croit dur comme fer.

Claire GRAZINI
cgrazini@laprovence.com

Christophe Devaux donne une conférence sur le compte carbone à l'Université d'Avignon sur le campus Hannah Arendt, à 13h le 30 janvier et une seconde sur le campus Henri-Fabre d'Agroparc, le 13 mars à 13h.

Vaucluse
Confidentiels

Avignon : un poste de police municipale sera installé cette année rue de la République

Lors de sa 7^e cérémonie de vœux organisée à l'hôtel de Ville, la maire d'Avignon, Cécile Helle, a réaffirmé sa volonté de lancer une grande concertation avec tous les acteurs concernés sur le devenir de la rue de la République, "un sujet de crispation lié à la tranquillité publique".

La collectivité a également pour ambition de poursuivre la végétalisation de cet axe majeur de la capitale de Vaucluse. "Nous allons prendre nos responsabilités sur les enjeux de sécurité et sur la redynamisation commerciale. En 2025, nous allons installer un poste de police municipale pour apaiser durablement ce secteur de la ville. C'est un signe fort par rapport à l'incivilité", a par ailleurs souligné Cécile Helle, qui a également mis en avant le rôle des élus locaux, "des boussoles référentes dans ce monde fait d'incertitudes". Sans oublier de glisser un mot à l'attention de ses détracteurs, gêné par des commentaires divers, parfois acides, sur l'action municipale : "Je veux bien accepter les critiques mais j'en appelle à la responsabilité collective. On ne gagne pas si on ne la joue pas collectivement en cette période de crise".

D.F.B.

La Confédération paysanne pointe des "dysfonctionnements" dans les élections à la Chambre d'agriculture

A trois jours de la clôture des votes pour le renouvellement des élus à la Chambre d'agriculture, un des syndicats en lice est monté au créneau ce lundi en pointant des "dysfonctionnements dans le protocole de vote des agriculteurs".

En cause, des problèmes "d'adressage" qui engendrent de nombreux retours de courriers contenant le matériel de vote selon leurs remontées de terrain.

"On nous parle d'un taux de retour entre 5 et 10% d'adresse invalide", indique la Confédération paysanne, or "sans matériel de vote, il est impossible de voter". Au fait du problème, la préfecture a réagi ce lundi en permettant aux électeurs de solliciter un nouveau code personnel "sur présentation en Préfecture".

Un numéro d'appel est en place ainsi qu'un accueil personnalisé en dehors des horaires d'ouverture. Insuffisant pour la Confédération qui rappelle qu'il faut à certains "trois heures de route aller-retour" pour se rendre à Avignon. Le syndicat demande que le matériel puisse être récupéré au plus près des lieux de vie (mairies, gendarmeries...) ou renvoyé en numérique. "Il est impensable que des centaines d'électeurs ne puissent voter".

J.S.



OHACTIV Avignon

JOURNÉES PORTES OUVERTES

RÉSIDENCE SERVICES SENIORS

vendredi 31 janvier 2025

samedi 01 février 2025

9H00

18H00

2 Av. Eisenhower, 84000 Avignon

www.ohactiv.fr • 04 12 39 05 45 • avignon@ohactiv.fr